

**REPUBLIQUE DU BURUNDI
ASSEMBLEE NATIONALE
COMMISSION DES FINANCES,
DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET
DE LA PLANIFICATION**

**Rapport de la Commission des Finances, des Affaires
Economiques et de la Planification sur le Projet de Loi Portant
Code de Commerce.**

I. Introduction

Les 17 février et 2 mars 2010, les membres de la Commission des Finances, des Affaires Economiques et de la Planification se sont réunis pour poursuivre l'analyse du projet de loi portant Code de Commerce. Ce projet de loi avait été analysé lors des séances des 2, 3, 4, 7 et 15 décembre 2009. Des experts du Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme ont participé à certaines réunions et ont apporté des éclaircissements aux membres de la Commission lors de l'analyse de ce projet de loi.

II. LES PRESENCES

Ont pris part aux réunions

- Honorable Evariste NSABIYUMVA : Président
- Honorable François KABURA : Vice-Président
- Honorable Marie NIGANE : Secrétaire
- Honorable Gérard NYANDWI : Rapporteur Général
- Honorable Nephtali NDIKUMANA : Membre
- Honorable Etienne NDAYISHIMIYE : Membre
- Honorable Emérence BUCUMI : Membre
- Honorable Cécile NTWAYUMURANGA : Membre
- Honorable Monique NIBIZI : Membre
- Honorable Josélyne GAHIMBARE : Membre
- Honorable Cassien BUCUMI : Membre
- Honorable Etienne NDABASHINZE : Membre
- Honorable Jean-Berchmans MPABANSI : Membre



Etait empêché :

- Honorable Christian SENDEGEYA : Membre

III. QUESTIONS D'ORDRE GENERAL

Question n°1

Le contenu de l'article 11 du projet de loi semble difficile à interpréter; pourriez-vous en clarifier le sens ?

Réponse

La prescription est la consolidation d'une situation juridique par l'écoulement d'un délai. Dans le cas de l'article 11 cela signifie que celui qui se prévaut d'un droit né d'une obligation commerciale doit agir dans le délai de 5 ans pour en exiger l'exécution. Passé ce délai, il ne pourra plus s'en prévaloir.

En droit, la prescription est une technique instituée pour éviter l'incertitude des situations juridiques dans le temps. Dans la loi il existe plusieurs cas de prescriptions. En droit du travail par exemple, les litiges nés du contrat de travail doivent être soumis au juge dans un délai de 2 ans. Si le concerné n'a pas agi dans ce délai, il ne pourra plus agir après. En droit pénal, l'action publique résultant d'une contravention s'éteint après 1 an si dans ce délai le Ministère Public n'a pas exercé de poursuites contre cette infraction.

Si cette protection légale n'existait pas, celui qui a commis une infraction au code de la route en 1967 pourrait être poursuivi en 2010 ; un travailleur qui aurait eu un litige avec son employeur en 1975, pourrait saisir le tribunal du travail en 2010. Dans le cas de l'article 11, quelqu'un qui n'a jamais agi pour exiger l'exécution de son droit pourrait se réveiller 25 ans plus tard pour en réclamer l'exécution, ce qui perturberait gravement l'activité commerciale.



Question n°2

Un des objectifs du projet de loi sous-analyse est de réglementer le commerce. On remarque que le commerce informel prend une ampleur importante surtout dans les villes. Est-ce que ce projet de loi prévoit des dispositions pour réglementer le commerce ambulant afin de le rendre formel ? Comment le Ministère du Commerce entrevoit-il l'encadrement de ce commerce qui occupe une bonne partie de la population dans les villes ?

Réponse

Effectivement le Ministère du Commerce a fait du commerce ambulant une préoccupation pour qu'à terme ce commerce rentre tout doucement et sans brutalité dans le formel. C'est pour cela que pour la première fois le commerce ambulant fait l'objet de dispositions légales et la volonté d'encadrer ce commerce se retrouve dans les articles 45 à 51 du projet de loi.


Question n°3

Quelle est la politique du Ministère du Commerce dans le domaine du transport rémunéré des personnes et des biens du moment que le gouvernement y garde un pied à travers l'OTRACO ? Pourquoi dans ce code on ne parle pas de ce secteur alors que c'est une des grandes composantes du commerce ?

Réponse

Le Code de Commerce régit le commerce en général. C'est pourquoi on le désigne aussi sous l'expression de « Code Général de Commerce », comme il en est ainsi du Code de Commerce actuel dont l'appellation officielle est « Dispositions Générales du Code de Commerce ».

Le transport étant une composante du commerce en général, il est régi par des dispositions légales particulières qui n'ont pas leur place dans le Code de Commerce qui régit le commerce en général. Il en est du transport comme d'autres activités commerciales comme le tourisme, les télécommunications, etc.



Question n°4

En élaborant ce projet de loi, a-t-on tenu compte des textes en vigueur dans les pays membres de l'East African Community pour harmonisation ?

Réponse

OUI. C'est d'ailleurs l'une des raisons de l'actualisation de l'actuel Code de Commerce, car il s'agissait de le conformer aux exigences du moment découlant de l'évolution de l'économie mondiale et des différents accords multilatéraux et régionaux auxquels le Burundi a souscrit.

Question n°5

Dans le cadre de l'East African Community, beaucoup de protocoles commerciaux ont été signés. On observe que la réciprocité n'est pas respectée quant aux visas d'entrée surtout en Tanzanie pour nos opérateurs économiques. Pourquoi cela ? En plus, des véhicules de transport tanzaniens qui entrent au Burundi ne payent pas de taxe alors que ceux du Burundi qui entrent en Tanzanie sont surtaxés. Est-ce que cela ne constitue pas une entrave pour les Burundais dans la promotion des affaires au sein de la Communauté ? Qu'est-ce que le gouvernement compte faire ?

Réponse

Compte tenu des accords commerciaux entre les pays de l'EAC, le BURUNDI devrait accélérer les négociations avec la TANZANIE pour tirer au clair la question. Bien plus, le protocole d'accord sur le marché commun de l'EAC, en phase de négociation devrait permettre de résoudre cette question.

Question n°6

La politique d'encouragement du monde des affaires accorde des facilités pour l'établissement et le démarrage, notamment par la simplification des procédures administratives avec la création d'un guichet unique. Qu'en est-il au Burundi ?



Réponse

La question du guichet unique a été analysée par le gouvernement dans le cadre du décret portant création de l'Agence de Promotion des Investissements. L'Agence a notamment la mission de « accueillir, conseiller, orienter et assister les investisseurs nationaux et étrangers afin de faciliter la réalisation de leurs projets ».

Question n°7

On constate qu'il y a beaucoup de marchés en cours de modernisation ; est-ce que les commerçants qui s'y établissent sont inscrits au registre de commerce pour s'acquitter des obligations fiscales ?

Réponse

En principe tout commerçant a l'obligation d'être inscrit au Registre de Commerce. C'est pour l'obliger à s'acquitter de ses obligations fiscales que le projet de loi a prévu en son article 73 que « au moment de l'immatriculation du commerçant au Registre du Commerce, le greffier l'inscrit en même temps au Registre d'Identification Fiscale(...)et lui donne un numéro d'identification fiscale . Tout commerçant qui ne possède pas un numéro d'identification fiscale est tenu de s'en faire attribuer un par le greffier ».

Question n°8

En quoi consiste la réalisation du nantissement dans ce projet de loi ?

Réponse

Lorsqu'on contracte un crédit à la banque, celle-ci demande toujours une garantie. Celle-ci peut consister en une garantie immobilière (hypothèque) ou mobilière (gage). Le nantissement est le gage sans dépossession du débiteur. On peut ainsi donner en gage :

- les droits des associés et valeurs mobilières ;



- le fonds de commerce ;
- le matériel professionnel ;
- les véhicules automobiles ;
- les stocks de matières premières et de marchandises.

Si le débiteur ne parvient pas à rembourser la banque, celle-ci se paie sur le produit de la vente du bien donné en nantissement. C'est cela qu'on appelle « réalisation du nantissement ».

Question n°9

Qui dit commerce dit bénéfice et qui dit bénéfice dit impôt. En matière fiscale, l'état a le privilège d'hypothèque. Pourquoi on n'en parle pas quand il s'agit d'une vente d'un fonds de commerce qui peut occasionner des plus-values imposables ?

Réponse

L'administration fiscale peut se faire payer pour recouvrer les impôts, y compris sur la vente d'un fonds de commerce. On ne parle pas de privilège d'hypothèque puisque l'hypothèque concerne les immeubles. Or le fonds de commerce n'est pas un bien immeuble. Les articles 81 et 82 en donnent la définition :

Article 81 : Le fonds de commerce est un bien meuble incorporel constitué par l'ensemble des biens mobiliers affectés à l'exercice d'une ou de plusieurs activités commerciales.

Article 82 : Le fonds de commerce comprend obligatoirement la clientèle et l'enseigne ou la clientèle et le nom commercial.

Il peut comprendre, aussi, tous autres biens nécessaires à son exploitation tels que le nom commercial, l'enseigne, le droit au bail, le mobilier commercial, les marchandises, le matériel et l'outillage, les brevets d'invention, les licences, les marques de fabrique, de commerce et de service, les dessins et modèles industriels et, généralement, tous droits de



propriété industrielle, littéraire ou artistique qui y sont attachés.

Question n°10

A l'article 66, pourriez-vous expliciter le contenu du deuxième paragraphe ?

Réponse

La remarque est tout à fait pertinente car il y a eu une erreur de dactylographie qui rend incompréhensible ce 2^{ème} paragraphe. Celui-ci doit être corrigé ainsi :

« A cette fin, les greffiers des juridictions dont émanent ces jugements et arrêts en communiquent un extrait, certifié conforme, au greffier chargé de faire l'inscription complémentaire.

L'inscription à laquelle donnent lieu les décisions judiciaires énoncées à l'article 64 ci-dessus rendues par les juridictions étrangères, est effectuée par le greffier qui a procédé à l'immatriculation, à la demande du commerçant ou de toute personne exerçant tout ou partie de ses droits ».

Question n°11

Dans certains articles de ce projet de loi et particulièrement aux articles 294 et 307, il est question de « délai raisonnable » pour dénoncer un défaut de conformité ou pour réparer un manquement aux obligations. L'expression de « délai raisonnable » est imprécise alors qu'il y a nécessité d'être précis dans le souci de mieux interpréter ces dispositions.

Réponse

La question se réfère par erreur à l'article 294, mais il s'agit de l'article 299. L'on peut effectivement penser que les expressions « délai raisonnable, retard déraisonnable, inconvénient déraisonnable » ne sont pas précises pour une bonne interprétation. Mais il faut retenir qu'en



matière commerciale il n'est pas toujours judicieux de vouloir donner des définitions précises à cause de la très grande variabilité des usages commerciaux dans le temps et l'espace. C'est pourquoi en matière commerciale on ne se réfère pas uniquement à la loi, mais aussi aux coutumes et usages commerciaux. C'est la raison pour laquelle les articles 338 et 339 du projet de loi disposent respectivement : « Il est statué en matière commerciale conformément aux lois, coutumes et usages du commerce ou au droit civil dans la mesure où il ne contredit pas les principes fondamentaux du droit commercial (article 338). Les coutumes et usages spéciaux et locaux priment les coutumes et usages généraux (article 339) ».

Pour les expressions « délai raisonnable, retard déraisonnable, inconvénient déraisonnable », il est sans doute plus prudent de laisser aux coutumes et usages du commerce en donner l'interprétation.

Question n°12

L'article 321 parle des intérêts et des dommages et intérêts. Si parmi les deux parties contractantes une partie ne paye pas le prix aux délais convenus, les intérêts sont calculés au taux d'intérêt légal. La question est de savoir si cette clause ne devrait pas être obligatoirement mentionnée dans le contrat.

Réponse

Les articles qui parlent des « intérêts » et des « dommages et intérêts » sont les articles 318 et 322 (à moins que la numérotation n'ait été modifiée).

Les « dommages et intérêts » sont une somme d'argent compensatoire du dommage subi par une personne en raison de l'inexécution ou de la mauvaise exécution d'une obligation ou d'un devoir juridique par le cocontractant ou un tiers. Le mode d'évaluation des dommages et intérêts est prévu par le Code Civil Livre III.

Quant aux intérêts, ils sont effectivement calculés au taux d'intérêt légal. On peut envisager de mentionner dans la loi que cette clause est obligatoirement mentionnée dans le contrat.



Question n°13

A l'article 348, ne faudrait-il pas préciser le délai de production des documents comptables ?

Réponse

Il faut retenir que cette disposition s'inscrit dans le cadre d'une procédure judiciaire. C'est donc au juge qu'il revient de déterminer le délai de production des documents comptables compte tenu du contexte et de la situation du moment. Il serait hasardeux de fixer un délai dans la loi car celle-ci ne peut pas prévoir toutes les situations qui peuvent entourer la production de ces documents. Il est plus sage de s'en référer à la sagesse du juge qui se trouve dans une situation concrète.

Question n°14

Quelles sont les conditions dont question à l'article 464 ?

Réponse

Ces conditions sont celles prévues aux articles 465 à 468 et 470 et 471.


Question n°15

Pourquoi le projet de loi propose-t-il que la loi entre en vigueur 6 mois après sa promulgation ? Est-ce que dans les 6 mois on aura épuisé tous les litiges en cours ?

Réponse

Le délai de 6 mois est prévu pour permettre la préparation de la mise en application effective de la loi, notamment pour en donner la plus large communication possible, confectionner les textes d'application et permettre au tribunal de commerce de se préparer à exercer les nouvelles missions qui lui sont assignées par la loi.

Quant aux litiges en cours avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, ils seront réglés par le Code de Commerce actuel.



IV.AMENDEMENTS

N°	Article	Amendement	Motivation
1	Dans les Visas	Ajouter : -« vu la loi n° 1 /05 du 22 avril 2009 portant Code Pénal » -« Vu la loi n°1/10 du 13 mai 2004 portant Code de Procédure Civile »	Le projet de loi, se réfère à ces lois
2	Après les visas	Supprimer le bout de phrase : « la loi dont la teneur suit »	Garder la formule habituelle
3	16	Au 1°, 2è ligne, mettre un « s » « mise »	Correction de forme
4	27	Au dernier paragraphe, 1 ^{ère} ligne : remplacer «font » par « fait »	Correction de forme
5	33	Supprimer « e » sur « déterminé » à la dernière ligne	Correction de forme
6	37	Au 2 ^{ème} paragraphe, 1 ^{ère} ligne : commencer « ministère » par une majuscule.	Correction de forme
7	66, 2 ^{ème} paragraphe	Reformuler ce paragraphe comme suit : « A cette fin, les greffiers des juridictions dont émanent ces jugements et arrêts en communiquent un extrait, certifié conforme, au greffier chargé de faire l'inscription complémentaire. L'inscription à laquelle donnent lieu les décisions judiciaires énoncées à l'article 64 ci-dessus rendues par les juridictions étrangères, est effectuée par le greffier qui a procédé à l'immatriculation, à la demande du commerçant ou de toute personne exerçant tout ou	Erreur de saisie



		partie de ses droits ».	
8	87	Au 2 ^e paragraphe, 1 ^{ère} ligne : supprimer « s » sur « désigné » et remplacer « doivent » par « doit »	Correction de forme
9	123	Au 1 ^{er} paragraphe, 4 ^{ème} ligne : écrire « quatre-vingt- dix » au lieu de « quatre-vingt dix »	Correction de forme
10	132	Au 1 ^{er} paragraphe, 2 ^{ème} ligne : remplacer « ; » par « , »	Correction de forme
11	135	Au 1 ^{er} paragraphe, 3 ^{ème} ligne : supprimer « e » sur « garantie »	Correction de forme
12	164	Au n°2, 3 ^{ème} ligne : mettre un « e » sur « requis »	Correction de forme
13	203	Au 1 ^{er} paragraphe, 2 ^{ème} ligne : supprimer « ; » entre « indéterminée » et « sans »	Correction de forme
14	219	Au 3 ^e paragraphe, 2 ^e ligne, supprimer « e » sur « inférieure »	Correction de forme
15	229	A la 3 ^e ligne : remplacer « de » par « à » entre « tenu » et « obligation »	Correction de forme
16	271	Au 2 ^o , 1 ^{ère} ligne : mettre un « e » sur « fixé »	Correction de forme
17	272	A la 2 ^e ligne, mettre « s » au lieu de « e » sur « prévue »	Correction de forme
18	294	A la 3 ^e ligne : mettre « d' » entre « fait » et « une »	Correction de forme
19	Page 68, section 3	Supprimer « s » sur « sections »	Correction de forme
20	315	A la fin du 2 ^e paragraphe, mettre un point	Correction de forme
21	339	Mettre « sur » entre « priment » et « les coutumes »	Correction de forme
22	341	Supprimer « nt » sur « exigent »	Correction de forme



23	357	A la 1 ^{ère} ligne, commencer « ministère » par une majuscule	Correction de forme
24	Page 80, section 3, paragraphe 1	Supprimer « s » sur « de »	Correction de forme
25	Page 80, paragraphe 2	Mettre « s » sur « Cour »	Correction de forme
26	373	A la 1 ^{ère} ligne, mettre « s » sur « Cour »	Correction de forme
27	376	Au dernier paragraphe, avant-dernière ligne : mettre « e » sur « inscrit »	Correction de forme
28	422	Au n°1, mettre un trait d'union entre « procès » et « verbal »	Correction de forme
29	425	Au 1 ^{er} paragraphe, 2 ^e ligne, écrire « ci-dessous » au lieu de « ci-dessus »	Correction de forme
30	429	Au 2 ^e paragraphe, 1 ^{ère} ligne, mettre « et » entre « dommages » et « intérêts »	Correction de forme
31	434	Aux n°2 et 3, mettre un trait d'union entre « procès » et « verbal »	Correction de forme
32	448	Au n°3, mettre un trait d'union entre « procès » et « verbaux »	Correction de forme
33	476	A la dernière ligne, mettre « et » entre « dommages » et « intérêts »	Correction de forme
34	491	Au n°2, 2 ^e ligne, remplacer « les » par « des » entre « dans » et « conditions »	Les conditions sont à indiquer
35	495	Au n° 2, 2 ^e ligne, mettre « et » entre « dommages » et « intérêts »	Correction de forme
36	Page 105, chapitre 5	Remplacer « s » par « d » entre « droits » et « associés »	Correction de forme
37	501	Au n°1, mettre en trait d'union entre « procès » et « verbal »	Correction de forme



V. CONCLUSION

Après analyse du Projet de Loi Portant Code de Commerce, les membres de la Commission des Finances, des Affaires Economiques et de la Planification recommandent à l'Auguste Assemblée d'adopter à l'unanimité ledit projet de loi moyennant les amendements proposés.

Fait à Bujumbura, le ⁰² / ⁰³ / 2010

Pour la Commission

Honorable Evariste NSABIYUMVA, Président

Honorable Marie NIGANE, Secrétaire

Honorable Gérard NYANDWI, Rapporteur Général